



[Ligue des droits humains](#) · [Ciré](#) · [CNCD – 11.11.11](#) · [BelRefugees](#) · [Liga voor mensenrechten](#) · [Kifkif](#) · [Syndicat des avocats pour la démocratie](#) · [Association pour le droit des étrangers](#) · [Point d'appui](#) · [Siréas](#) · [Cap migrants](#) · [Aide aux personnes déplacées](#) · [Solidar](#) · [Pour la solidarité](#) · [IFIAS](#) · [Défense des enfants international Belgique](#) · [Solsoc](#)

Monsieur António Guterres
Secrétaire général des Nations Unies

FR

Bruxelles, le 10 septembre 2025

Lettre de non-recommandation concernant la candidature de Nicole de Moor au poste de Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)

Monsieur le Secrétaire général,

Le 31 décembre 2025 s'achèvera le mandat de l'actuel Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, en fonction depuis le 1er janvier 2016. Plusieurs candidatures vous seront présentées afin de désigner la personne qui lui succédera et vous aurez ensuite la responsabilité de soumettre la candidature retenue à l'approbation des membres de l'Assemblée générale (Point 13 du [Statut du HCR](#)).

Nous, associations de la société civile et avocat-es actives dans la défense des droits et l'aide aux personnes migrantes, vous écrivons aujourd'hui pour vous exprimer notre profonde préoccupation face à la candidature de l'ex-secrétaire d'État belge à l'Asile et la Migration, Nicole de Moor. Bien qu'elle dispose indiscutablement d'une certaine expérience et connaissance des enjeux politiques en matière de migration, il paraît essentiel de revenir sur certains éléments de son parcours qui, à notre sens, rendent cette candidature au poste de Haut-Commissaire pour les réfugiés très problématique au vu des missions et des valeurs du HCR.

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés est présent dans 136 pays et a pour mandat de protéger et préserver les droits des réfugiés, des demandeurs d'asile, des personnes déplacées et des apatrides. Il est également le gardien de la Convention de 1951 sur les réfugiés (Convention de Genève) et de son Protocole de 1967. Le HCR œuvre entre autres à améliorer les lois, politiques et pratiques pour garantir un traitement équitable des personnes déplacées et apatrides ainsi qu'un accès aux droits et aux services dans la dignité, notamment le droit de rechercher la sécurité, le droit aux soins de santé et le droit à une nationalité¹. L'activité du Haut-Commissaire est humanitaire et sociale (Point 2 du [Statut du HCR](#)) et implique de collaborer avec les ONG qui s'occupent de l'assistance aux réfugiés et de faciliter la coordination de leurs efforts (Point 8 du [Statut du HCR](#)).

Cependant, les compétences et qualités requises pour occuper ce poste ne sont manifestement pas remplies par Nicole de Moor. Certes, Madame de Moor a exercé un haut poste de responsabilité au sein du gouvernement fédéral belge de juin 2022 à février 2025 en tant que secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration. Au cours de son mandat, elle a toutefois adopté plusieurs décisions ayant contribué à la détérioration des conditions d'accueil des demandeurs d'asile en Belgique – dont des familles avec enfants et des mineurs non accompagnés –, ce qui va à l'encontre des efforts du HCR de garantir la dignité et les droits des réfugiés.

Madame de Moor a pris part à une politique gouvernementale qui a directement conduit à la violation systémique et assumée du droit national, européen et international des réfugiés ainsi qu'au non-respect de décisions de justice. Ces dernières années, la Belgique fait face à une grave crise de l'accueil des réfugiés² et depuis l'été 2021, le réseau d'accueil belge est complètement saturé. Aucune mesure adéquate n'a été adoptée par l'État belge, ignorant de ce fait les nombreuses propositions formulées par la société civile qui tire la sonnette d'alarme depuis plusieurs années. Les demandeurs de protection internationale se voient refuser l'accès à la protection et aux soins auxquels ils ont légalement droit, notamment l'hébergement, la nourriture, les soins de santé et l'assistance psychosociale.

¹ Site officiel de l'[UNHCR](#)

² Pour un état des lieux complet ainsi qu'une chronologie détaillée de cette crise de l'accueil et ses effets, voir : [Politique de non-accueil : état des lieux – 2024](#), voir aussi [Ni logé-e-s, ni écouté-e-s. Les manquements persistants de la Belgique en matière d'accueil bafouent les droits des personnes demandeuses d'asile.](#)

16 669 décisions judiciaires ont condamné l'État belge et Fedasil (Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile) pour non-respect de leurs obligations légales d'accueil, soulignant une violation systémique du droit européen, et pour la non-exécution des décisions de justice, décisions infligeant des astreintes cumulées s'élevant à plus de 6,5 millions d'euros³. Près de 3.000 personnes sont laissées à la rue chaque mois, exposées à des conditions de vie indignes, avec des conséquences graves sur leur santé mentale et physique. La Cour européenne des droits de l'homme a également condamné la Belgique, dénonçant un problème structurel de non-exécution des décisions de justice, incompatible avec l'État de droit⁴. En dépit de ces condamnations, le gouvernement belge a continué à ne pas respecter ces décisions de justice et Madame de Moor, alors secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration, a été plus loin encore, en décidant par exemple de refuser l'accueil aux hommes seuls (août 2023), ou aux personnes ayant déjà obtenu l'asile dans un autre pays européen (décembre 2024). À la suite d'une mobilisation rapide de nos organisations, ces décisions ont été suspendues par le Conseil d'État, mais Madame de Moor avait alors publiquement annoncé, dans les deux situations, qu'elle ne respecterait pas la suspension et qu'elle maintiendrait sa politique⁵.

Plusieurs voix du monde judiciaire ont également dénoncé le non-respect de l'État de droit par le gouvernement belge. Ce fut le cas de l'Association Syndicale des Magistrats (ASM)⁶, de représentants des avocats et des magistrats⁷, et aussi des plus hautes juridictions du pays⁸. Même les juridictions de pays voisins refusent des transferts Dublin vers la Belgique, estimant que les demandeurs d'asile y risquent un traitement inhumain ou dégradant en raison d'une défaillance systémique des autorités belges en matière d'accueil⁹.

³ Ugo Santkin, « [Crise de l'accueil : la Belgique doit encore plus de 6,5 millions d'astreintes](#) », Le Soir, 28 août 2025.

⁴ Cour. eur. D.H., arrêt Camara c. Belgique, 18 juillet 2023, req. n° 49255/22.

⁵ "Geen plaatsen op overschot. Schorsing Raad van State zorgt niet dat we opeens wel plaats hebben voor iedereen. Mijn beleid zal dus niet veranderen: absolute prioriteit gaat naar gezinnen en kinderen.", Nicole de Moor sur X (@Nicole_demoor), 13 septembre 2023 et "[Uitspraak Raad van State: de Moor "Opvang kan wel verder geweigerd worden aan wie al vluchtelingenstatus geniet, op individuele basis"](#)", 27 décembre 2024.

⁶ Association Syndicale des Magistrats, « [Crise d'accueil : mort de l'état de droit](#) », 9 décembre 2022.

⁷ Entre autres : [Mise en demeure adressée au secrétaire d'Etat à l'asile et à la migration](#), 15 septembre 2021 ; Carte blanche, « [Depuis plus d'un an, la Belgique est le théâtre d'une violation grave des principes fondamentaux de l'État de droit](#) », 20 mars 2023.

⁸ [Mémorandum commun de la Cour constitutionnelle, de la Cour de cassation et du Conseil d'État](#), juillet 2024.

⁹ EMN, « [Un tribunal néerlandais bloque le transfert Dublin vers la Belgique en raison de conditions d'accueil inadéquates](#) », 11 avril 2025 ; EMN, « [Le Conseil d'État néerlandais juge que les hommes célibataires demandeurs d'asile ne peuvent plus être renvoyés vers la Belgique](#) », 23 juillet 2025.

Nous estimons qu'une personne occupant le poste de Haut-Commissaire devrait incarner les principes d'humanité, de justice et de protection des droits fondamentaux, absents du parcours de Madame Nicole de Moor. Celle-ci a également démontré une incapacité flagrante à la concertation ou même à l'écoute de la société civile. Nous ne pouvons dès lors que juger l'inaptitude de Madame de Moor à exercer la fonction de Haut-Commissaire pour les réfugiés. En effet, quel signal cela enverrait-il au monde de promouvoir une personne qui a activement et consciemment participé au non-respect de l'État de droit et des droits fondamentaux des personnes cherchant une protection internationale ?

Pour toutes les raisons mentionnées dans cette lettre, nous exprimons nos plus vives inquiétudes quant à la capacité de Madame Nicole de Moor à incarner les valeurs du HCR à l'échelle internationale et à défendre les droits des réfugiés. Nous vous recommandons en conséquence de ne pas présenter sa candidature auprès des membres de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Secrétaire général, à l'assurance de notre haute considération.

**17 associations et 200 avocat·es,
soucieux·ses des droits des réfugiés**

[Aide aux personnes déplacées](#)
[Association pour le droit des étrangers](#)
[BelRefugees](#)
[Cap migrants](#)
[Ciré](#)
[CNCD – 11.11.11](#)
[Défense des enfants international Belgique](#)
[IFIAS](#)
[Kifkif](#)
[Liga voor mensenrechten](#)
[Ligue des droits humains](#)
[Point d'appui](#)
[Pour la solidarité](#)
[Siréas](#)
[Solidar](#)
[Solsoc](#)
[Syndicat des avocats pour la démocratie](#)

Akrouh Camélia
Alamat Dounia
Alié Maryse
Allard Pierre
Annelies Nachtergaele
Arnould Juliette
Auraghi Adil
Balis Zoé
Baré Caroline
Barthelemy Jean-Emmanuel
Beckers Frédéric
Belamri Annabel
Bellakhdar Friha
Bellens Audrey
Benmoulahoume Sara
Bennett Jehosheba
Berbuto Sandra
Berleur Jeanne
Bia Margaux
Bigirimana Janvier
Blankoff Alexandra
Bluard Benjamin
Bodson Frederic
Bolabika Aundu
Bossier Lisa
Bouchat Benedicte
Bouchoms Jean-Christophe

Bouzinab-Chuitar Nawal
Caccamisi Dominique
Callewaert Joke
CartuyvelsbMax
Castiaux Gérald
Ciero Melissa
Cojocariu Ramona
Corten Martin
Crokart Hélène
Cuykens Sophie
D'Hondt Cedric
Daneels Rosalie
Danhieux Tom
de Buisseret Marie-Pierre
De Cooman Maryll
De Jonghe Léa
De Viron Isabelle
de Wind Jean-Philippe
Debaty Hélène
Decoster Simon
Delacroix Benoît
Delgrange Pauline
Delville Elise
Delwiche Louise
Delwiche Emmanuelle
Destain Elisabeth
Deswaef Alexis
Deswaef Mathilde
Dethier Colombe
DeveuxClaire
Diagre Louise
Didi Estelle
Djata Nora
Didisheim Claire
Djawa Emilie
DockxVéronique
Doutrepont Marie
Doyen Margaux
Driesmans Antoine
Dupuis Damien
El Haddadi Nisrine
El-Khoury Marie
Elmouden Ilias
Farcy Jean-Baptiste
Feguy Farah

Flandre Flore
Fontignie Isabelle
François Paulus
Franeau Emilie
Frankignoul Caroline
Gavroy Maëlle
Gerard Jean-François
Ghymsers Cécile
Gilot Alice
Gioe Sibylle
Gobiet Jean-Philippe
Gothot Stéphane
Graulich Bernadette
Gribomont Hélène
Guiot Lucie
Hachlaf Yassin
Hardt Mathilde
Hauwen Charlotte
Helsen Jasmijn
Henrotte Jean-François
Henry Pierre
Henry Patrick
Heyvaert Piet
Hinfray Elisabeth
Huget Patrick
Jacqmin Nina
Huyberechts Noémie
Janssens Sarah
Jourdan Mireille
Kabongo Mwamba Cedric
Kiehl Elisabeth
Lahaye wLéna
Lahssaini Leïla
Lanoy Marine
Lawrizy Hajar
Leclerkx Hubert
Leduc Elsa
Lejeune Caroline
Leleu Victoria
Lemmens Eric
Lens Blandine
Letellier Laure
Libert Manon
Lorgeoux Camille
Lys Matthieu
Mabenga Astérie

Maesschalk Anne
Magnetite Elaine
Malgaud Corinne
Maniatis Byron
Marchand Christophe
Mbangala Bénédicte
Meertens Ingrid
Merveille Clémence
Mordant Cecile
Mostaert Maude
Mouvet Violette
Mustin Léopold
Nahon Charline
Nepper Catherine
Neven Jean-François
Nimal Claire
Ninane Sébastien
Nzembo Mélodie
Obradovic Marko
Olivier Sébastien
Onghena Hannelore
Paquot Joséphine
Paquot Julien
Parmentier Tom
Picard Jean-Marc
Picariello Lorenzo
Pinto Vasconcelos Sarah
Pire Didier
Poivre Léa
Pollet Héloïse
Prudhon Caroline
Raxhon Anne-Sophie
Raymaekers Gaëlle
Rekik Malika
Remouchamps Sophie
Richir Juliette
Roberfroid Louise
Robert Pierre
Rolin Xavier
Rozada Camille
Sanchez Ruiz Céline
Seillier Marine
Sikivie Agathe
Smolders Thibaud
Soetaert Thierry
Taymans Cécile

Thys Johan
Todts Oriane
Toussaint Maëlle
Tricha Adam
Trigaux Laura
Trinon Louis
Ureel Frédéric
Van Cutsem Catherine
Van den Broeck Mieke
Van Durme Clara
Van Edom Justine
Van Roy Corentin
Van Vreckom Hilde
Van Vyve Antoinette
Vanbersy Thibaut
Vandenberghe Marileen
Vangenechten Annelore
Vangerven Kathleen
Vanoeteren Eliott
Verbrouck Céline
Vernus Judith
Vigneaux Manon
Vryens Marine
Waldmann Jonathan
Wibault Tristan
Wies Claire
Wilmet Marine

Onderwerp: Brief van niet-aanbeveling met betrekking tot de kandidatuur van Nicole de Moor voor de functie van Hoge Commissaris van de Verenigde Naties voor vluchtelingen (UNHCR)

Geachte secretaris-generaal,

Op 31 december 2025 eindigt het mandaat van de huidige Hoge Commissaris van de Verenigde Naties voor vluchtelingen, Filippo Grandi, die sinds 1 januari 2016 in functie is. U zult verschillende kandidaturen ontvangen om de persoon aan te wijzen die hem zal opvolgen en u zult vervolgens de verantwoordelijkheid hebben om de geselecteerde kandidatuur ter goedkeuring voor te leggen aan de leden van de Algemene Vergadering (Punt 13 van het Statuut van de UNHCR).

Wij, maatschappelijke organisaties en advocaten die actief zijn in de verdediging van de rechten en hulp aan migranten, schrijven u vandaag om onze diepe bezorgdheid te uiten over de kandidatuur van de voormalige Belgische staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Nicole de Moor. Hoewel zij ongetwijfeld enige ervaring en kennis heeft van de politieke kwesties met betrekking tot migratie, is het essentieel om terug te komen op bepaalde elementen van haar carrière die, naar onze mening, deze kandidatuur voor de functie van Hoge Commissaris voor vluchtelingen zeer problematisch maken gezien de missies en waarden van de UNHCR.

Het Hoge Commissariaat van de Verenigde Naties voor vluchtelingen is aanwezig in 136 landen en heeft als mandaat de rechten van vluchtelingen, asielzoekers, ontheemden en staatlozen te beschermen en te behouden. Het is ook de hoeder van het Vluchtelingenverdrag van 1951 (Verdrag van Genève) en het Protocol van 1967. De UNHCR werkt onder andere aan het verbeteren van wetten, beleid en praktijken om een eerlijke behandeling van ontheemden en staatlozen te garanderen, evenals toegang tot rechten en diensten in waardigheid, met name het recht om veiligheid te zoeken, het recht op gezondheidszorg en het recht op een nationaliteit. De activiteiten van de Hoge Commissaris zijn humanitair en sociaal (Punt 2 van het Statuut van de UNHCR) en omvatten samenwerking met NGO's die zich bezighouden met de hulp aan vluchtelingen en het faciliteren van de coördinatie van hun inspanningen (Punt 8 van het Statuut van de UNHCR).

Echter, de vereiste vaardigheden en kwaliteiten voor deze functie worden duidelijk niet vervuld door Nicole de Moor. Zeker, mevrouw de Moor bekleedde een hoge functie binnen de Belgische federale regering van juni 2022 tot februari 2025 als staatssecretaris voor Asiel en Migratie.

Tijdens haar mandaat heeft zij echter verschillende beslissingen genomen die hebben bijgedragen aan de verslechtering van de opvangomstandigheden van asielzoekers in België – inclusief gezinnen met kinderen en niet-begeleide minderjarigen -, wat indruist tegen de inspanningen van de UNHCR om de waardigheid en rechten van vluchtelingen te waarborgen.

Madame de Moor nam deel aan een regeringsbeleid dat rechtstreeks leidde tot de systematische en erkende schending van het nationale, Europese en internationale vluchtelingenrecht en het niet-naleven van gerechtelijke uitspraken. De afgelopen jaren kampt België met een ernstige opvangcrisis voor vluchtelingen en sinds de zomer van 2021 is het Belgische opvangnetwerk volledig verzadigd. Er zijn geen adequate maatregelen genomen door de Belgische staat, waarbij de vele voorstellen van het maatschappelijk middenveld, dat al jaren aan de alarmbel trekt, worden genegeerd. Asielzoekers worden de toegang tot de bescherming en zorg waarop zij wettelijk recht hebben, onzegd, met name onderdak, voedsel, gezondheidszorg en psychosociale ondersteuning.

16 669 gerechtelijke uitspraken hebben de Belgische staat en Fedasil (Federaal Agentschap voor de opvang van asielzoekers) veroordeeld voor het niet-naleven van hun wettelijke opvangverplichtingen, wat wijst op een systematische schending van het Europese recht, en voor het niet-uitvoeren van gerechtelijke uitspraken en uitspraken die cumulatieve dwangsommen opleggen die oplopen tot 6,5 miljoen euro's. Bijna 3.000 mensen worden elke maand op straat achtergelaten, blootgesteld aan onwaardige levensomstandigheden, met ernstige gevolgen voor hun mentale en fysieke gezondheid. Het Europees Hof voor de Rechten van de Mens heeft België ook veroordeeld en een structureel probleem van niet-uitvoering van gerechtelijke uitspraken aan de kaak gesteld, wat onverenigbaar is met de rechtsstaat. Ondanks deze veroordelingen bleef de Belgische regering deze gerechtelijke uitspraken negeren en ging mevrouw de Moor, toenmalig staatssecretaris voor Asiel en Migratie, nog verder door bijvoorbeeld te besluiten de opvang te weigeren aan alleenstaande mannen (augustus 2023) of aan personen die al asiel hadden verkregen in een ander Europees land (december 2024). Na een snelle mobilisatie van onze organisaties werd dit besluit geschorst door de Raad van State, maar mevrouw de Moor had toen al publiekelijk aangekondigd, nog voor de beslissing, dat zij een eventuele schorsing (later bevestigd) niet zou respecteren en haar beleid zou handhaven.

Verschillende stemmen uit de juridische wereld hebben ook het niet-naleven van de rechtsstaat door de Belgische regering aan de kaak gesteld. Dit was het geval bij de Syndicale Vereniging van Magistraten (ASM), vertegenwoordigers van advocaten en magistraten, en zelfs de hoogste rechtscolleges van het land. Zelfs rechtbanken in buurlanden hebben Dublin-overdrachten naar België geweigerd, omdat zij van mening waren dat asielzoekers daar het risico liepen op een onmenselijke of vernederende behandeling als gevolg van een systematisch falen van de Belgische autoriteiten op het gebied van opvang.

Wij zijn van mening dat iemand die de functie van Hoge Commissaris bekleedt, de principes van menselijkheid, rechtvaardigheid en bescherming van fundamentele rechten moet belichamen, die afwezig zijn in de loopbaan van mevrouw Nicole de Moor. Zij heeft ook een flagrante ongeschiktheid voor overleg of zelfs het luisteren naar het maatschappelijk middenveld aangetoond. We kunnen daarom alleen maar oordelen dat mevrouw de Moor ongeschikt is om de functie van Hoge Commissaris voor vluchtelingen uit te oefenen. Welk signaal zou het immers aan de wereld geven om iemand te promoten die actief en bewust heeft deelgenomen aan het niet-naleven van de rechtsstaat en de fundamentele rechten van mensen die internationale bescherming zoeken?

Om alle redenen die in deze brief worden genoemd, uiten wij onze ernstige bezorgdheid over het vermogen van mevrouw Nicole de Moor om de waarden van de UNHCR op internationaal niveau te belichamen en de rechten van vluchtelingen te verdedigen. We raden u daarom aan haar kandidatuur niet voor te leggen aan de leden van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties.

Wij verzoeken u, mijnheer de secretaris-generaal, de verzekering van onze hoge achting te aanvaarden.

**17 verenigingen en 200 advocaten,
bezorgd over de rechten van vluchtelingen**

Subject: Letter of non-recommendation regarding the application of Nicole de Moor for the position of United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR)

Mr Secretary-General,

On 31 December 2025, the term of office of the current United Nations High Commissioner for Refugees, Filippo Grandi, who has been in office since 1 January 2016, will come to an end. Several applications will be presented to you in order to designate the person who will succeed him, and you will then be responsible for submitting the successful candidate to the members of the General Assembly for approval (Point 13 of the UNHCR Statute).

We, civil society organisations and lawyers active in defending the rights of and assisting persons in migration, are writing to you today to express our deep concern about the application of the former Belgian Secretary of State for Asylum and Migration, Nicole de Moor. Although she undoubtedly has a certain amount of experience and knowledge of the political issues surrounding migration, we feel it is essential to review certain aspects of her background which, in our view, make her application for the post of High Commissioner for Refugees highly problematic in terms of the UNHCR's missions and values.

The United Nations High Commissioner for Refugees is present in 136 countries and has a mandate to protect and preserve the rights of refugees, asylum seekers, displaced persons and stateless persons. It is also the guardian of the 1951 Convention on Refugees (Geneva Convention) and its 1967 Protocol. Among other things, the UNHCR works to improve laws, policies and practices to ensure that displaced and stateless people are treated fairly and have dignified access to rights and services, including the right to seek safety, the right to health care and the right to a nationality. The High Commissioner's work is humanitarian and social (Point 2 of the UNHCR Statute) and involves collaborating with NGOs involved in assisting refugees and facilitating the coordination of their efforts (Point 8 of the UNHCR Statute).

However, Nicole de Moor clearly does not have the skills and qualities required to hold this position. It is true that Ms de Moor held a senior position in the Belgian federal government from June 2022 to February 2025 as Secretary of State for Asylum and Migration.

During her term of office, however, she adopted a number of decisions that contributed to the deterioration of reception conditions for asylum seekers in Belgium – including families with children and unaccompanied minors –, which runs counter to the UNHCR's efforts to guarantee the dignity and rights of refugees.

Ms de Moor took part in a government policy that directly led to the systemic and deliberate violation of national, European and international refugee law, as well as in the failure to comply with court rulings. In recent years, Belgium has been facing a serious refugee reception crisis, and since the summer of 2021, the Belgian reception network has been completely saturated. No appropriate measures have been adopted by the Belgian government, ignoring the many proposals put forward by civil society, which has been sounding the alarm for several years. Applicants for international protection are denied access to the protection and care to which they are legally entitled, including accommodation, food, healthcare and psychosocial assistance.

For all the reasons mentioned in this letter, we express our deepest concerns about Ms. Nicole de Moor's ability to embody the values of the UNHCR on an international scale and to defend the rights of refugees. We therefore recommend that you do not present her application to the members of the United Nations General Assembly.

16 669 court rulings have condemned the Belgian State and Fedasil (Federal Agency for the Reception of Asylum Seekers) for failing to comply with their legal reception obligations, alleging a systemic breach of European law, and for failing to enforce court rulings and decisions imposing fines totalling 6,5 million euros. Nearly 3,000 people are left homeless every month, exposed to unworthy living conditions, with serious consequences for their mental and physical health. The European Court of Human Rights has also condemned Belgium, denouncing a structural problem of non-execution of court decisions, incompatible with the rule of law. Despite these condemnations, the Belgian government continued to disregard these court rulings, and Ms de Moor, then Secretary of State for Asylum and Migration, went even further, deciding, for example, to refuse reception to single men (August 2023) or to people who had already received asylum in another European country (December 2024). Following a quick reaction by our organisations, this decision was suspended by the Council of State, but Ms de Moor publicly announced, even before the decision was taken, that she would not respect any suspension (subsequently confirmed) and would maintain her policy.

Several voices from the judicial world also denounced the Belgian government's failure to respect the rule of law. These included the Association Syndicale des Magistrats (ASM), representatives of lawyers and magistrates, and also the country's highest courts. Even courts in neighbouring countries have refused Dublin transfers to Belgium, arguing that asylum seekers risk inhuman or degrading treatment due to systemic failure on the part of the Belgian authorities in terms of reception.

We believe that a person occupying the post of High Commissioner should embody the principles of humanity, justice and the protection of fundamental rights, which were absent from Nicole de Moor's career. She has also demonstrated a flagrant inability to consult or even listen to civil society. We can therefore only judge Ms de Moor's unsuitability for the position of High Commissioner for Refugees. Indeed, what signal would it send to the world to promote someone who has actively and consciously participated in disregarding the rule of law and the fundamental rights of people seeking international protection?

For all the reasons mentioned in this letter, we express our deepest concerns about Ms. Nicole de Moor's ability to embody UNHCR's values internationally and defend the rights of refugees. We therefore recommend that you do not submit her application to the members of the UN General Assembly.

Please accept, Sir, the assurance of our highest consideration.

**17 associations and 200 lawyers
concerned about the rights of refugees**